

L'axe de l'Europe et la limite de la compassion

Par Frank , 28 juillet 2026

L'axe de l'Europe et la limite de la compassion



Par Frank Dumon

Lorsque l'on observe la situation actuelle en Europe du Sud, on est confronté à des images qui ressemblent davantage à une scène apocalyptique qu'à la vie dans l'une des régions les plus prospères et avancées du monde. Les feux de forêt en Espagne, en France et en Sardaigne ne sont pas seulement une catastrophe naturelle ; ils sont une révélation dévastatrice d'un échec structurel. Il est nécessaire à ce stade de faire immédiatement une distinction importante, afin d'éviter toute forme de mauvaise interprétation. Je n'ai aucun manque de compassion pour les citoyens européens ordinaires. Les gens du quotidien, les familles qui voient leurs maisons englouties par les flammes, les agriculteurs qui voient leurs récoltes séculaires se réduire en cendres : pour eux, j'éprouve une sympathie sincère.

Ce que je ne possède pas, en revanche, c'est une quelconque sympathie pour l'Europe en tant qu'entité politique. Et encore moins pour les élites politiques et militaires qui dirigent ce continent. Ces élites se sont répétitivement avérées incompetentes, moralement en faillite et, dans ce cas précis, criminellement négligentes.

En approfondissant cette analyse, nous examinerons également le rôle spécifique de la France, un pays qui a historiquement aimé se présenter comme un modèle de

civilisation et d'autonomie stratégique, mais qui succombe désormais à sa propre hubris. Je suis conscient que certaines déclarations susciteront des résistances. Il y a toujours ceux qui, soutenus par des narratifs établis, tenteront de qualifier cette analyse de propagande. Je comprends qu'il existe certaines « règles » dans le monde des médias occidentaux, mais les faits ne peuvent être balayés par des règles de bienséance. La majorité des Européens se sentent de plus en plus aliénés de leurs dirigeants, et les faits sur le terrain parlent un langage qu'aucune conférence de presse ne peut étouffer.

Le Beriev Be-200 : Un chef-d'œuvre technologique dans l'ombre de la géopolitique



Pour comprendre l'ampleur de l'échec européen, il faut regarder ce qui est disponible dans le monde, et pourquoi l'Europe n'y a plus accès. Parlons des avions et de la lutte contre les incendies. Il y a quelques années, lorsque la Turquie était en feu – un pays qui, en raison de sa situation sur la Méditerranée et la mer Noire, connaît des étés extrêmement chauds et un risque d'incendie élevé – ce sont les Russes qui sont venus à la rescousse. Au cours de ces missions, un membre d'équipage russe de l'avion en question a malheureusement perdu la vie, un témoignage tragique du risque réel que ces opérations comportent.

L'avion en question est le Beriev Be-200. Ce n'est pas une ferraille obsolète, mais une machine de pointe. C'est le seul avion amphibie à réaction au monde capable d'effectuer des bombardements d'eau lourds lors d'incendies graves. Ses caractéristiques sont impressionnantes et pertinentes : l'appareil peut embarquer jusqu'à 12 tonnes d'eau par passage sur presque n'importe quelle surface d'eau convenable, qu'il s'agisse d'un lac, d'une rivière ou de la mer. Cela peut être combiné avec les retardateurs de flamme appropriés. Tant qu'il a du carburant, il peut continuer à fournir une productivité énorme dans la lutte contre les incendies, partout dans le monde. Le Be-200 a prouvé sa valeur dans d'innombrables missions. Jusqu'à récemment, les Russes envoyaient ces appareils sur tous les foyers d'incendie : les Grecs devraient s'en souvenir, les Espagnols devraient s'en souvenir.

C'était une preuve tangible de compétence technique et de solidarité internationale, indépendante des tensions politiques.



Mais que possède l'Europe aujourd'hui pour combattre cette horreur ? La réalité est navrante. Si l'on examine les capacités européennes, on constate un contraste saisissant. Mis à part le Canadair CL-415 – en soi un bon avion, mais avec des limitations fondamentales – il y a peu de choses qui puissent soutenir la comparaison. Le fait est que le Canadair ne peut embarquer qu'environ six tonnes d'eau. La moitié de la capacité du Be-200. De plus, il présente diverses autres limitations opérationnelles, comme une vitesse de croisière plus faible et une plus grande vulnérabilité aux flux d'air turbulents au-dessus des grands foyers d'incendie. Et c'est, essentiellement, tout ce dont dispose actuellement l'Europe pour lutter contre les incendies à grande échelle.



Le tribut concret des sanctions : Les Kamov Ka-32 interdits par l'UE et la réalité du terrain



Cette discussion théorique sur la capacité se traduit douloureusement dans la réalité du terrain. Les sanctions de l'UE contre la Russie n'entravent pas seulement des objectifs géopolitiques abstraits, mais empêchent directement la lutte contre les feux de forêt dévastateurs qui ravagent l'Europe du Sud.

L'Espagne, par exemple, s'est retrouvée sans certains de ses hélicoptères de lutte contre les incendies les plus performants alors que les flammes ravagent le sud du continent.

Les sanctions ont privé l'Espagne d'équipements de lutte contre les incendies de pointe au milieu d'une urgence sans précédent. Des incendies qui progressent rapidement près de Madrid, Bordeaux et Valence ont forcé plus de 360 000 personnes à évacuer ces derniers jours. Plus de 9 000 pompiers, soldats, policiers et autres personnels d'urgence ont été mobilisés pour combattre les flammes, soutenus par des dizaines d'avions et des centaines de véhicules. Cependant, les conditions sèches et une canicule imminente ont encore compliqué leurs efforts. Les autorités soulignent que les incendies de forêt de cette année figurent parmi les pires de l'histoire enregistrée.

La réponse de l'Espagne est en outre entravée par son incapacité à déployer son ancienne flotte d'hélicoptères Kamov Ka-32 de construction russe. Ces hélicoptères sont considérés comme particulièrement efficaces pour les missions de lutte contre les incendies en raison de leur grande capacité en eau, de leur maniabilité et de leur capacité à opérer dans une chaleur extrême et sur des terrains difficiles. Auparavant déployés dans le cadre de contrats avec les autorités nationales et régionales, ces appareils sont maintenant cloués au sol en raison du **régime de sanctions de l'UE contre la Russie** instauré après l'escalade du conflit en Ukraine.

Le prominent eurosceptique français **Florian Philippot** a fait remarquer que les restrictions de Bruxelles avaient effectivement privé l'Espagne de près d'une douzaine de ses "meilleurs hélicoptères" au plus fort de l'urgence. Il a accusé Bruxelles de sacrifier les Européens à une "idéologie russophobe stupide" et a écrit sur X : "Ces sanctions idiotes sont absolument un vrai problème, pas pour la Russie, mais pour les pays européens eux-mêmes", tout en exigeant la fin de ces

restrictions.

Le gouvernement espagnol a reconnu que la flotte de Ka-32 a subi des dommages dus aux sanctions, qui interdisent aux opérateurs d'acheter des pièces de rechange ou de faire venir des ingénieurs russes en Espagne pour l'entretien et les inspections. Bien que l'Espagne ait déployé des hélicoptères de remplacement, des bombardiers d'eau et des drones, ces substituts transportent moins d'eau et sont moins efficaces dans les conditions difficiles actuelles, selon les rapports. Le Premier ministre Pedro Sánchez a récemment averti que la surface perdue cet été était six fois plus importante qu'à la même époque en 2025, évoquant des "heures difficiles et complexes" à venir.

La France n'échappe pas non plus à cette réalité. Le pays a évacué environ 250 000 personnes, tandis que plus de 13 500 incendies et foyers ont brûlé plus de 116 000 hectares à l'échelle nationale cette saison. Le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez a qualifié la situation de "totalement inédite" et "loin d'être terminée". Rien que l'incendie en Gironde près de Bordeaux a détruit environ 42 000 hectares et est devenu si intense qu'il a généré un rare 'nuage de feu' (pyrocumulonimbus). Un tel phénomène peut générer ses propres vents et éclairs, entraînant des changements soudains et imprévisibles dans le comportement du feu. Nuñez a noté que l'incendie "avait pris une vie propre" et se propageait de manière erratique, ce qui le rendait exceptionnellement difficile à maîtriser.

Selon le service Copernicus sur le changement climatique de l'UE, l'Europe occidentale a enregistré son mois de juin le plus chaud jamais enregistré cette année. La France a connu son mois de juin le plus chaud et sa journée la plus chaude jamais enregistrée, tandis que l'Espagne a enregistré ses journées de juin les plus chaudes. Cette chaleur extrême et ces conditions sèches ont augmenté de manière exponentielle le risque d'incendies de forêt, tandis que les choix politiques à Bruxelles ont délibérément érodé les moyens de lutter contre ces incendies.

L'illusion européenne : Entre Canadiens vieillissants et chimères numériques



Si l'on examine ensuite les "plans" européens, on est confronté à un monde de fiction. Ces plans sont présentés comme s'ils existaient déjà, comme si les avions attendaient déjà dans les hangars leurs équipages. Mais ils n'existent pas. Il est difficile de prendre certains de ces projets au sérieux. Prenons par exemple le projet soutenu par la BPI (Banque Publique d'Investissement) en France et les régions du sud. Si vous allez sur leurs sites web, vous voyez cet avion voler partout, dans de belles images chatoyantes. Mais c'est un "marais de réseau neuronal" – un marécage d'intelligence artificielle et de langage marketing. Cette chose n'existe sous aucune forme fonctionnelle. Peut-être ont-ils un prototype quelque part dans un hangar, ou peut-être n'est-ce qu'un rendu numérique. Il pourrait théoriquement embarquer 10 tonnes d'eau et s'approcher quelque peu de ce que le Be-200 peut faire, mais dans la pratique, au moment où les flammes font rage, il est absent.

C'est là que se trouve le cœur du problème, l'éléphant dans la pièce, ou plutôt le gorille qu'on ne peut ignorer. Cela doit être souligné dans les vraies nouvelles, pas seulement dans les canaux alternatifs. Cela apparaît dans tous les grands médias russes, et ce n'est pas un hasard. C'est une accusation, mais c'est aussi une indication amère et irréfutable de la façon dont tout a dramatiquement changé en Russie, non seulement envers les États européens, mais envers les Européens eux-mêmes. L'opinion publique russe dit essentiellement : **"Nous comprenons que vous, les citoyens, n'y pouvez rien. Nous ne pouvons pas le changer. Reprochez-vous, car vous avez choisi cela."**

Je tiens à le souligner à nouveau avant d'approfondir la situation en France. Chaque fois que les gens prétendent : "Nous ne choisissons personne, nous sommes complètement manipulés, nous sommes victimes du système", c'est une excuse intenable. On peut voir les Français voter à maintes reprises, à des majorités écrasantes, pour les mêmes mondialistes, les mêmes technocrates néolibéraux et les mêmes personnages moralement douteux. Mis à part le fait que leur comportement est ouvert et effronté, certains pensent qu'une nouvelle élection, ou le retour de certaines figures politiques comme Marine Le Pen, changera quelque chose. Non. Les Français iront voter et voteront à nouveau pour des gens qui travaillent au service d'intérêts étrangers ou qui sapent leur propre pays.

Bien sûr, nous devons comprendre qu'il y a un autre aspect rarement discuté ouvertement : les changements démographiques et les problèmes d'immigration. Les personnes qui vivent dans les **banlieues**, ou y sont nées et ont maintenant le droit de vote, mais ne s'identifient pas à la nation française, constituent un défi structurel. Mais c'est, pour reprendre les termes des Français eux-mêmes, **c'est comme ça**. C'est la conséquence de décennies de politiques ratées.

La France acculée : Forêts en feu et milliards en flammes

Revenons aux données et à la réalité des incendies. C'est une vraie nouvelle, et la conclusion qui en est tirée est dure, mais vraie : **L'amitié avec Kiev a réduit l'Europe en cendres**. Pas plus tard qu'hier, l'Ukraine est devenue le 'U' dans la dévastation générale, avec la France et l'Espagne en particulier comme principales victimes. Les coûts sont astronomiques. On parle de centaines de millions d'euros, rien que pour la première évacuation de 300 000 citoyens. On parle de dizaines de milliers d'hectares perdus, de domaines luxueux où poussaient des vignobles et des oliveraies centenaires. Les dégâts sont atroces et visibles pour quiconque ne regarde pas à travers un voile idéologique.

C'est une apocalypse qui se produit parce qu'il n'y a plus d'argent dans le trésor. Il n'y a plus de fonds pour de telles mesures progressives et préventives. Même un petit pays comme l'Ukraine, ou l'administration de Kiev, ne dispose pas de ces moyens, mais ils les ont reçus de l'Europe. Le président Macron, pour recouvrir le terrain politique sensible d'une couche de rhétorique, affirme que ces incendies sont sans précédent, qu'ils ne se sont pas produits au cours des 80 dernières années. Il se place au centre. Un incendie s'est déclaré dans la région près de Paris, dans la forêt de Fontainebleau, un parc aménagé au 16ème siècle et patrimoine national. Macron s'y est précipité pour une séance photo avec les soldats et les pompiers, jurant qu'ils défendraient le célèbre château royal contre les flammes.

Mais soyons honnêtes : ce n'est pas difficile pour ces politiciens français, car ils ont essentiellement déjà vendu leur pays. Ils s'en fichent. Leurs "amis" à l'étranger ont la priorité. Politiquement parlant, ils n'ont ni honneur, ni intégrité, ni recul, ni courage. Ils sont, au cœur de leurs actions administratives, des lâches. Et donc, Monsieur le Président, vos informations ne sont pas exactes. Pendant que vous expliquiez à divers pompiers fatigués et admirables que vous n'y étiez absolument pour rien et que le changement climatique est responsable de tout, vous oubliez un détail crucial : il n'y a pas d'argent pour éliminer ces urgences, ou plutôt, pour les prévenir. Aucun argent supplémentaire n'arrive. Parce que vos amis de Kiev ont constamment nagé dans des milliards d'euros français ces quatre dernières années. Paris y a littéralement envoyé des tonnes d'argent. C'est le résultat direct.

L'ironie stratégique : Le feu aux portes de l'industrie de défense

Pour ceux qui observent ces incendies de près, il y a une autre couche d'ironie, presque surréaliste. Ces incendies font rage près des installations de Dassault et d'autres complexes industriels stratégiques. Ce sont les sites où, par exemple, les moteurs à propergol solide pour les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins français (SNLE) sont fabriqués, et où d'autres composants de défense cruciaux, y compris les systèmes de défense aérienne, sont produits ou stockés. Le feu est littéralement aux portes de la soi-disant "autonomie stratégique" de la France.

Ils peuvent essayer de le contrôler, mais la réalité est tenace. Et je veux répéter cela pour ceux qui crieront à nouveau : "Oh, nous ne sommes pas comme ça, nous sommes les bons Européens." Peut-être ne l'êtes-vous pas personnellement. Mais nous parlons ici de grands nombres, de statistiques et d'erreurs systémiques. Les sentiments ne n'arrivent dans les statistiques que lorsqu'ils commencent à croître ou à décroître en nombre. Et à l'heure actuelle, la prise de conscience en Russie croît de manière exponentielle : l'Europe est devenue un ennemi existentiel du peuple russe. Pas à cause de l'impérialisme russe, comme la propagande occidentale aime le prétendre, mais à cause des actions de l'administration européenne qui sacrifie sa propre population à une aventure géopolitique vouée à l'échec.

La fin de la romance : Un changement existentiel dans la conscience russe

Cela nous amène au changement le plus important, au cœur de la perception russe contemporaine. La romance est terminée. Le temps où les Russes regardaient l'Europe comme un phare de culture, de raison et de prospérité est définitivement révolu. Le peuple russe voit désormais l'Europe et les Européens, en majorité, comme des ennemis existentiels, ou du moins comme une administration hostile qui prend la population européenne en otage. Ce n'est pas de l'incitation à la haine ; c'est une observation sobre des faits. L'Europe achète actuellement trois à cinq fois plus d'énergie aux États-Unis, à des prix exorbitants, uniquement parce qu'elle a détruit le pont vers l'énergie russe abordable.

C'est une automutilation économique, soutenue par une élite politique qui regarde son industrie disparaître.

L'ironie est totale. Pendant que les élites européennes parlent de "valeurs" et de "démocratie", leur continent brûle littéralement, faute de ressources de base que la Russie offrait gratuitement ou à prix coûtant pendant des années en cas de besoin. Le Beriev Be-200 est un symbole de ce qui est possible lorsque la technique et la

volonté se combinent. Les cieux européens vides au-dessus des forêts en feu sont un symbole de ce qui reste lorsque l'idéologie remplace la réalité. La facture est présentée, et elle est payée en cendres, en vies ruinées et en une perte irréparable de confiance.

Post-scriptum : Remaniement personnel et réflexion

L'Europe brûle, Paris débat : Incendies de forêt, choix politiques et l'illusion de l'autonomie stratégique - Un incendie de forêt ne pose pas de questions idéologiques. Il n'en pose qu'une seule : êtes-vous préparé ?

Alors que la France aime se présenter comme une puissance mondiale, les incendies de forêt de plus en plus violents révèlent une réalité bien moins héroïque. Derrière la rhétorique de l'autonomie stratégique et de l'influence internationale se cache un État qui dégage des milliards pour des ambitions géopolitiques, mais peine à financer suffisamment de pompiers, d'équipements modernes, d'avions bombardiers d'eau et d'entretien préventif des forêts. Ce n'est pas seulement la nature qui expose les faiblesses, mais surtout les choix politiques qui, pendant des années, ont privilégié d'autres priorités que la sécurité de sa propre population.

L'été 2026 en est une illustration douloureuse. Autour de Bordeaux et ailleurs dans le sud de la France, des incendies se sont développés à une échelle difficilement imaginable il y a quelques années. Des centaines de milliers d'habitants ont dû être évacués, des milliers de pompiers ont été déployés, et la France a de nouveau fait appel à l'aide d'autres pays européens. Alors que les caméras de télévision diffusaient en continu des images spectaculaires de fronts de feu, un problème moins photogénique devenait visible : l'Europe ne dispose tout simplement pas d'une capacité aérienne suffisante pour lutter simultanément contre plusieurs méga-incendies.

Ce n'est pas seulement une catastrophe naturelle. C'est une catastrophe politique.

La nature n'est pas surprise

Les incendies de forêt ne sont pas un phénomène nouveau. Le sud de la France connaît des étés chauds et secs depuis des décennies. La combinaison de la végétation desséchée, des vents de mistral puissants et de la négligence humaine rend la région vulnérable. Ce qui a changé, c'est l'échelle. Des périodes de sécheresse plus longues, des canicules consécutives et des monocultures étendues

de forêts de conifères font que de petits départs de feu se transforment en tempêtes de feu qui créent leur propre système météorologique. Ces "méga-incendies" ne se comportent plus comme des incendies de forêt classiques ; ils deviennent des phénomènes atmosphériques que même les pompiers expérimentés ne peuvent que partiellement maîtriser.

Personne ne peut interdire une canicule. Mais un gouvernement peut s'y préparer. Et c'est précisément là que le bât blesse.

Le réflexe politique

Chaque crise a ses rituels. D'abord, les ministres apparaissent en gilets de sécurité fluo. Ensuite, on loue les pompiers. Puis vient la déclaration selon laquelle la nature est "inouïe". Et enfin, on promet de "tout mettre en œuvre" pour éviter que cela ne se reproduise. Ce qui est remarquable, ce n'est pas que ces mots soient prononcés. Ce qui est remarquable, c'est qu'ils résonnent après chaque été. Apparemment, il existe dans la politique européenne moderne une croyance tenace selon laquelle une conférence de presse constitue une forme de gestion de crise.

Lorsque les caméras disparaissent, les investissements structurels disparaissent souvent aussi.

L'armée de l'air contre le feu

Ceux qui regardent les images télévisées voient surtout les héroïques avions Canadair qui frôlent les lacs et les rivières pour larguer quelques secondes plus tard des milliers de litres d'eau sur un front de feu. Ce sont des appareils impressionnants. Mais en même temps, ils montrent les limites de la capacité européenne actuelle. Le Canadair CL-415, et son successeur le DHC-515, restent parmi les meilleurs avions amphibies de lutte contre les incendies au monde. Ils peuvent embarquer environ six tonnes d'eau lors d'un vol plané au-dessus d'un lac ou de la mer, puis se redéployer rapidement. Leur fiabilité a fait ses preuves pendant des décennies.

Mais la fiabilité n'est pas la même chose que des nombres suffisants. La France dispose d'une flotte limitée. Lors des incendies de juillet 2026, il est également apparu que tous les appareils n'étaient pas disponibles opérationnellement, ce qui a rendu l'aide étrangère nécessaire. L'Espagne, le Portugal, l'Italie et la Grèce ont également été confrontés simultanément à de graves incendies, ce qui signifie que les mêmes avions étaient nécessaires à plusieurs endroits à la fois. Et les avions, aussi fort que les politiciens puissent le souhaiter, n'ont toujours pas la capacité

d'être simultanément au-dessus de Bordeaux et au-dessus de Madrid.

L'Europe découvre l'arithmétique

La réponse européenne au problème croissant des incendies de forêt semble ambitieuse. De nouveaux avions. Plus de coopération. Une capacité européenne commune. Cela semble excellent. Jusqu'à ce que l'on lise les petits caractères. Les premiers nouveaux appareils DHC-515 ne sont pas attendus avant 2028 au plus tôt. Pendant ce temps, le nombre d'incendies graves augmente plus rapidement que la flotte censée les combattre. La pénurie de pilotes spécialisés devient également un problème structurel. Les entreprises effectuant la lutte aérienne contre les incendies avertissent que les saisons des feux traditionnelles durent désormais presque toute l'année, ce qui rend difficile le redéploiement des avions et des équipages entre les continents.

Ce n'est pas un problème technique. C'est un problème de planification.

Et la planification est tout simplement moins spectaculaire que la gestion de crise. La politique moderne aime couper les rubans. La gestion forestière ne fournit pas de belles images télévisées. Un nouvel aéroport, si. Un sommet sur la défense, encore plus. Une conférence internationale, le plus. Une coupure de combustible bien entretenue ? Personne ne coupe de ruban pour cela.

Le Beriev Be-200 : Arme miracle ou technologie sobre ?

Lorsqu'on parle de lutte aérienne contre les incendies, le Beriev Be-200 russe finit tôt ou tard par surgir. Cet appareil a acquis une réputation presque mythique au cours des vingt dernières années. Pour certains, c'est l'avion de lutte contre les incendies ultime ; pour d'autres, un symbole politiquement chargé. Comme si souvent, la réalité se situe entre ces deux extrêmes.

Le Be-200 est un avion à réaction amphibie qui peut embarquer environ douze tonnes d'eau lors d'un vol plané au-dessus d'une surface d'eau convenable. Il dispose ainsi d'une plus grande capacité de largage par sortie que le Canadair CL-415 ou son successeur, le DHC-515. De plus, sa vitesse de croisière est nettement plus élevée, ce qui permet à l'appareil de faire la navette plus rapidement entre le foyer de l'incendie et la source d'eau sur de plus longues distances.

Ce sont des avantages réels. Mais ils ne signifient pas automatiquement que le Beriev rend tout autre appareil obsolète. La vitesse plus élevée s'accompagne d'une consommation de carburant plus importante. L'avion impose des exigences plus élevées en matière de maintenance et d'infrastructure et n'est pas également

adapté à tous les terrains ou surfaces d'eau. Les performances dépendent également fortement de la distance aux lacs ou aux eaux côtières appropriés, de la hauteur des vagues et des conditions météorologiques locales. La technologie a rarement des gagnants absolus. Elle a surtout différentes solutions pour différents problèmes. Néanmoins, un constat demeure : l'Europe dispose de peu d'alternatives offrant la même combinaison de vitesse et de charge utile, une réalité rendue seulement plus douloureusement visible par les blocages géopolitiques.

L'Europe rêve, le Canada construit



Pendant que la Russie déploie opérationnellement le Be-200, l'Europe a choisi une autre voie. La flotte canadienne existante est progressivement remplacée par le De Havilland Canada DHC-515, une version modernisée du CL-415 familial. Le cockpit est plus moderne, la maintenance plus simple et la fiabilité accrue. Cela semble judicieux. Et ça l'est. Il y a juste un petit détail. Un avion ne lutte pas contre les incendies tant qu'il est encore sur la planche à dessin ou qu'il attend sur la chaîne de production.

Les commandes européennes sont en avance de plusieurs années sur les livraisons. Les usines ne produisent pas d'avions de lutte contre les incendies comme une machine à café distribue des capsules. La construction nécessite des pièces spécialisées, la certification, la formation des pilotes et des techniciens, et des programmes de test approfondis. En d'autres termes, lorsqu'un ministre annonce aujourd'hui que vingt avions ont été commandés, cela ne signifie pas que vingt avions supplémentaires survoleront la Provence l'été prochain. La nature ne tient pas compte des calendriers de production.

L'A400M comme avion de lutte contre les incendies

Cela nous amène à une autre idée européenne qui a reçu beaucoup d'attention ces dernières années : l'Airbus A400M. L'avion de transport peut être équipé d'un module de lutte contre les incendies "roll-on/roll-off" qui libère des milliers de litres d'eau ou de retardateur en une seule fois. Sur le papier, cela semble impressionnant. En réalité, le rôle est beaucoup plus limité. L'A400M n'est pas un avion amphibie. Il ne

peut pas embarquer de l'eau lors d'un vol plané au-dessus d'un lac. Après chaque largage, il doit retourner à un aéroport où les réservoirs sont remplis. **Cela prend du temps. Beaucoup de temps.**



Par conséquent, l'avion est principalement adapté à des situations spécifiques, par exemple lorsqu'un grand front de feu doit être ralenti avant que les équipes au sol puissent intervenir. Pour les opérations classiques de puisage d'eau répétées qui maintiennent les Canadiars ou les Beriev actifs au-dessus d'un seul incendie pendant des heures, l'A400M n'est tout simplement pas conçu. Cela ne le rend pas inutile. Cela rend cependant clair qu'il n'est pas un remplacement pour une flotte spécialisée de lutte contre les incendies.

La bureaucratie vole plus vite que le feu

L'Europe excelle dans les notes de politique. Chaque crise produit des rapports. Chaque commission formule des recommandations. Chaque recommandation conduit à un nouveau groupe de travail. Et chaque groupe de travail écrit un nouveau rapport. Pendant ce temps, le feu reste remarquablement indifférent aux procédures administratives. Les incendies de forêt ne connaissent pas les règles des marchés publics européens. Ils n'attendent pas que tous les États membres se soient mis d'accord sur un budget pluriannuel. Un front de feu ne demande pas l'autorisation à Bruxelles avant de traverser une réserve naturelle.

C'est précisément là que le bât blesse. L'Union européenne dispose de mécanismes communs de protection civile. Les États membres s'entraident lorsque le besoin est grand. Ce système a indéniablement prouvé sa valeur. Mais la solidarité ne peut pas entièrement compenser une pénurie d'équipement. Lorsque l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce et la France sont confrontés à des incendies exceptionnels la même semaine, cela crée un simple calcul. Un avion ne peut voler qu'au-dessus d'un seul incendie à la fois. **Aucune note de politique ne change cette réalité physique.**

Priorités

La politique est en fin de compte une question de choix. Chaque euro ne peut être dépensé qu'une fois. Cela semble banal. Pourtant, cette simple vérité semble parfois étonnamment absente du débat public. Ces dernières années, beaucoup d'attention a été accordée aux dépenses de défense, à la sécurité énergétique, aux subventions industrielles et aux ambitions géopolitiques. Les partisans y voient des investissements nécessaires pour la sécurité de l'Europe. Les opposants soulignent que d'autres formes de sécurité — comme l'adaptation au climat, la gestion forestière et la protection civile — sont moins visibles, mais tout aussi essentielles.

La question n'est donc pas de savoir si la défense est importante. La question est de savoir si les gouvernements investissent suffisamment dans les risques qui touchent réellement les citoyens chaque année. Pour les habitants d'un village menacé par un front de feu, peu importe le nombre de déclarations signées lors de sommets internationaux. Ils regardent l'horizon. Et espèrent que suffisamment d'avions de lutte contre les incendies apparaîtront.

La vraie leçon

Peut-être que la leçon la plus importante de l'été 2026 ne réside pas dans la technique. Pas dans le Beriev. Pas dans le Canadair. Pas même dans le débat sur le climat. Mais dans quelque chose de bien plus fondamental. Un État moderne est en fin de compte jugé non pas sur l'élégance de ses discours. Il est jugé sur sa capacité à protéger ses citoyens lorsque les sirènes retentissent. Et précisément à ce moment-là, les slogans, les programmes électoraux et les conférences de presse passent au second plan. Une seule question compte alors. La capacité est-elle là ? Ou non ?

La facture des années de retard

Peut-être que la plus grande ironie de l'été 2026 est que la nature n'est pas un parti d'opposition. Un incendie de forêt ne lit pas les programmes électoraux. Il ne connaît pas de coalitions gouvernementales. Il ne s'intéresse pas aux slogans idéologiques. Le feu ne fait qu'une chose. Il expose ce qui a été reporté pendant des années. Cela fait des incendies de forêt en France bien plus qu'une catastrophe écologique. Ils constituent un test de résistance pour l'administration publique. Pas seulement pour Paris, mais pour toute l'Europe.

Parce que les mêmes questions se posent partout. Y a-t-il assez de pompiers spécialisés ? La flotte d'avions de lutte contre les incendies est-elle assez grande ?

Les forêts sont-elles activement entretenues ? Les coupe-feu sont-ils dégagés ? La prévention est-elle prise aussi au sérieux que la gestion de crise ? Ce sont des questions peu spectaculaires. C'est précisément pour cela qu'elles disparaissent facilement de l'agenda politique.

La politique aime la visibilité

Une nouvelle ligne à grande vitesse. Un sommet international. Une initiative de défense européenne. Une visite d'État. Une conférence internationale. Ce sont des événements qui génèrent une attention politique. La gestion préventive des forêts ne le fait guère. Personne n'organise une ouverture festive pour une coupure de combustible nettoyée. Aucune équipe de télévision ne fait de direct sur des milliers d'hectares de sous-bois débroussaillés.

Un ministre reçoit rarement des applaudissements parce qu'une catastrophe n'a pas eu lieu. Et pourtant, c'est précisément le cœur d'une bonne gouvernance. Une gestion de crise réussie commence des années avant la crise.

Le climat change. Les politiques doivent changer aussi.

Le climat du sud de l'Europe change. Un large consensus existe dans la littérature scientifique à ce sujet. Des périodes de sécheresse plus longues, des températures plus élevées et des canicules plus fréquentes augmentent le risque de grands incendies de forêt. Mais le climat n'est qu'une partie de l'histoire.

L'autre partie est administrative. Lorsque les risques augmentent structurellement, la capacité doit également croître. Plus de prévention. Plus de formations spécialisées. Plus d'entretien des espaces naturels. Modernisation de l'équipement. Prise de décision plus rapide. Aucune de ces mesures ne fait généralement la une des journaux. Jusqu'à ce que les premiers panaches de fumée apparaissent.

L'illusion des ressources illimitées

L'Europe aime se présenter comme un géant économique. Cette image est largement correcte, surtout pour l'"élite". Mais même les sociétés riches ne disposent pas de ressources illimitées. Chaque budget reflète des choix politiques. Cela ne signifie pas que chaque euro pour la défense se fait automatiquement au détriment des pompiers, ou vice versa. Les budgets gouvernementaux sont plus complexes que de simples calculs.

Cela signifie en revanche que les gouvernements doivent constamment peser où les ressources rares apportent la plus grande valeur sociale. L'été 2026 a rouvert ce débat. Combien investissons-nous dans la prévention des catastrophes ? Combien dans leur lutte ? Et combien dans la réparation après que les dégâts sont déjà causés ? Ce sont des questions politiques légitimes. Elles méritent mieux que des slogans.

L'Europe redécouvre l'importance de la protection civile

Pendant des années, la protection civile a rarement figuré en tête de l'agenda politique. La défense a reçu à juste titre beaucoup d'attention en raison de la détérioration de la situation sécuritaire en Europe. La sécurité énergétique est devenue une priorité. La migration a dominé les campagnes électorales. Mais les incendies de forêt rappellent que la sécurité est plus que la seule géopolitique. La sécurité signifie aussi que les ambulances peuvent intervenir. Que les réseaux électriques tiennent. Que les forêts sont entretenues. Que les services d'urgence disposent de suffisamment de personnel et d'équipement. Et que les États sont préparés aux risques dont tout le monde sait depuis des années qu'ils augmentent. À cet égard, les flammes de 2026 sont aussi un miroir. Pas seulement pour la France. Pour toute l'Europe.

La leçon des avions

Le débat sur le Beriev Be-200 et la flotte de Canadiars est finalement moins important qu'il n'y paraît à première vue. Aucun avion ne peut compenser des années de politique reportée. Même la plus grande flotte de lutte contre les incendies au monde atteint ses limites lorsque les forêts sont insuffisamment gérées, que les canicules s'enchaînent et que plusieurs pays sont touchés simultanément. La technologie reste indispensable. Mais la technologie ne remplace pas la gouvernance. Il en va de même pour les drones, les satellites, l'intelligence artificielle et les modèles climatiques. Tous des outils précieux. Aucun ne remplace la responsabilité politique.

Un miroir inconfortable

La satire a un avantage. Elle pose des questions sans toujours fournir de réponses. Peut-être devrions-nous donc terminer par une simple observation. Lorsqu'un ministre déclare que "tout est sous contrôle", alors qu'en arrière-plan, des milliers d'hectares de forêt partent en fumée, l'ironie naît d'elle-même. Pas parce que la situation est drôle. Au contraire. Parce que le contraste entre les mots et la réalité ne pourrait guère être plus grand.

Les pompiers français méritent le respect. Tout comme leurs collègues d'Espagne, du Portugal, d'Italie, de Grèce et d'autres pays qui se sont portés mutuellement secours durant l'été 2026. Leur engagement est hors de doute. Le débat politique, en revanche, reste nécessaire. Car les pompiers héroïques ne doivent jamais devenir une excuse pour éviter les questions de politique structurelle.

Remarque finale



L'Europe a un choix à faire. Elle peut considérer l'été 2026 comme un incident exceptionnel. Ou comme un avertissement. Les avertissements ont la fâcheuse propriété de sembler évidents a posteriori. L'histoire est pleine d'exemples de sociétés qui ont vu les problèmes arriver pendant des années, mais qui n'ont réagi que lorsque les dégâts étaient déjà faits.

Les incendies de forêt ne sont pas un adversaire géopolitique. Ils ne négocient pas. Ils ne font pas de compromis. Ils ne connaissent pas de calendrier électoral. Ils apparaissent simplement lorsque la chaleur, la sécheresse, le vent et la négligence humaine se conjuguent. C'est peut-être la plus grande leçon de cet été. Non pas que l'Europe tient trop peu de discours. Mais qu'une bonne gouvernance ne peut en fin de compte se mesurer ni à l'ampleur des conférences ni à la force de la rhétorique politique.

Une bonne gouvernance devient visible le jour où la première colonne de fumée apparaît à l'horizon. Si, à ce moment-là, suffisamment de personnes, suffisamment d'équipement et suffisamment de préparation sont présents, personne ne parle encore de miracle. On appelle cela simplement : une politique solide. Et c'est peut-être, à une époque où les grands mots circulent souvent plus vite que les solutions pratiques, la forme la plus sous-estimée de courage politique.

<https://youtu.be/blbdBDC7YpM>